
La catégorisation sociale de l'immigration est-elle coloniale ?

Mme Françoise Lorcerie

Résumé

Quelle est la part de l'héritage colonial dans les représentations de l'immigration aujourd'hui ? Si l'on ne peut nier la prégnance de la mémoire coloniale , et le rôle de son refoulement , d'autres logiques interfèrent et se renforcent mutuellement dans la structuration de l'imaginaire collectif à l'égard des immigrés, notamment des Maghrébins. En définitive , on observe une récurrence du stéréotype de l'altérité, modulé en permanence par une élaboration ou une réélaboration de ses figures en fonction des enjeux sociaux et politiques du moment.

Citer ce document / Cite this document :

Lorcerie Françoise. La catégorisation sociale de l'immigration est-elle coloniale ?. In: Hommes et Migrations, n°1207, Mai-juin 1997. Imaginaire colonial, figures de l'immigré. pp. 78-86;

doi : <https://doi.org/10.3406/homig.1997.2961>

https://www.persee.fr/doc/homig_1142-852x_1997_num_1207_1_2961

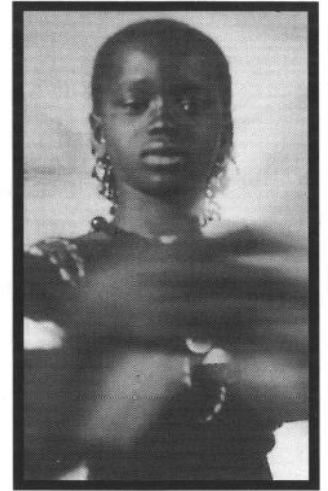
Fichier pdf généré le 27/02/2019

LA CATÉGORISATION SOCIALE DE L'IMMIGRATION EST-ELLE COLONIALE?

Quelle est la part de l'héritage colonial dans les représentations de l'immigration aujourd'hui ? Si l'on ne peut nier la prégnance de la mémoire coloniale, et le rôle de son refoulement, d'autres logiques interfèrent et se renforcent mutuellement dans la structuration de l'imaginaire collectif à l'égard des immigrés, notamment des Maghrébins. En

par **Françoise Lorcerie**
politologue, Iremam*
(CNRS, Aix-en-Provence).

définitive, on observe une récurrence du stéréotype de l'altérité, modulé en permanence par une élaboration ou une réélaboration de ses figures en fonction des enjeux sociaux et politiques du moment.



Qu'y a-t-il de colonial dans l'imaginaire de l'immigration aujourd'hui en France ? Le programme du colloque «Miroirs d'Empires» (voir p. 4) incitait à croiser deux voies pour répondre à cette question. D'une part, celle de la continuité entre idéologies coloniales et traitement contemporain de l'immigration dans les idéologies nationales. D'autre part, celle de la comparaison entre France et Belgique. Le rapprochement est suggestif, mais il amène à relativiser l'explication historique.

S'il y a indubitablement une certaine continuité dans le «stéréotypage» des Africains et de l'islam entre l'époque coloniale et l'époque contemporaine, cette continuité ne signifie pas que l'un découle de l'autre historiquement. Si tel était le cas, nous aurions aujourd'hui un contraste net entre les représentations belges de l'immigration et les représentations françaises, tant les problématiques impériales des deux pays ont été différentes⁽¹⁾.

Alors que ce qui frappe plutôt, à première vue, c'est la proximité des représentations que les deux sociétés développent aujourd'hui de leurs immigrés d'origine non européenne. La ligne d'interprétation la plus plausible serait donc ici l'explication synchronique, de type sociologique (sociopolitique), l'histoire étant utilisée par les acteurs comme stock, comme réservoir d'images, dans des dynamiques sociales et politiques qu'il faut appréhender au présent (un présent qui rapproche les situations de la France et de la Belgique).

* Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman

1)– Voir, dans ce dossier, la contribution de Jean Léonce Doneux.

UNE PROBLÉMATIQUE DÉLICATE À QUATRE TERMES

Au lieu de l'histoire coloniale, c'est alors la mémoire coloniale que l'on va peut-être trouver comme un facteur explicatif du stéréotypage contemporain de l'immigration – la mémoire, c'est-à-dire une construction au présent, à la fois sociale et subjective, malléable aussi, du sens du passé. Pour nous centrer sur le cas français⁽²⁾, on aura garde de mettre la mémoire au singulier et de ne pas substituer l'imaginaire du chercheur à celui que l'on prétend étudier ! Il y a, en France, un stéréotypage fort et fortement négatif de l'immigration, notamment maghrébine. Mais la mémoire comme l'imaginaire qu'elle alimente sont par définition pluriels, sinon personnels. En outre, si la mémoire coloniale s'exprime, parfois assez directement, aujourd'hui dans les « histoires arabes », les insultes ethniques ou les mémoires qui se publient, le plus souvent elle est refoulée et ses investissements sont méconnus. En revanche, il se peut que d'autres facteurs que la mémoire coloniale participent au stéréotypage néocolonial de l'immigration.

Il faut donc, ici encore, placer des garde-fous. On a un jeu à quatre termes – immigration et colonisation, imaginaire et stéréotype – dont les relations historiques (indépendance ou déterminisme) et sémiotiques (recouvrement ou décalage) devraient être examinées méthodiquement. Il ne faudrait pas, par exemple, ramener sans nuance l'imaginaire de l'immigration au stéréotype colonial. Le propre d'un stéréotype est d'être un précodage, disponible pour quiconque, que l'imagination peut éviter, voire s'employer à déconstruire. C'est ce que font la plupart des romanciers qui traitent des immigrés, qu'ils soient eux-mêmes issus ou non de l'immigration. Inversement, il ne faudrait pas non plus rapporter trop simplement le stéréotypage de l'immigration à l'imaginaire colonial. Car l'imaginaire colonial fut, lui aussi, plus complexe que la vision manichéenne à laquelle il est parfois un peu vite réduit, avec le recul du temps. En outre, il existe aussi, aujourd'hui, un stéréotypage intellectuel de l'immigration, assez répandu, et qui ne doit rien, apparemment, à la mémoire coloniale.

FLUCTUATION DANS LE TEMPS DU CONTENU DES STÉRÉOTYPES

Le dénigrement de l'islam et des musulmans ou autres « Orientaux » est ancien dans la tradition française, mais d'intensité variable. Il était moins fort au temps des Lumières, par exemple, et dans la période révolutionnaire ou napoléonienne, qu'il ne le devint dans le cou-

2) – En Belgique, les immigrés d'aujourd'hui (majoritairement des Marocains) ne sont pas les descendants des colonisés d'hier (des Congolais) ; de plus, comparative-ment à la France, l'expérience coloniale est partagée par une fraction minime de ses habitants : la population métropolitaine belge n'a pas eu, comme la population française, de contact massif avec les colonisés (soldats ou travailleurs). L'explication des représentations belges de l'immigration par la mémoire coloniale belge est donc peu plausible, beaucoup moins qu'en France, en tout cas. En revanche, la Belgique francophone donne parfois l'impression d'éprouver un tropisme français... qui peut favoriser l'importation des discours et des pratiques néocoloniaux français, dépouillés d'une part de leur résonance profonde.

rant du XIX^e siècle⁽³⁾. C'est sous la III^e République qu'il est constitué en système interprétatif officiel et enseigné. Les manuels scolaires d'alors célèbrent l'œuvre colonisatrice et se fondent sur la raciologie de la fin du XIX^e siècle pour arranger les préjugés dominateurs avec les principes républicains : «*Les Orientaux n'ont pas eu la notion d'une autorité soumise, la première, aux lois qu'elle édicte. L'autorité, chez eux, a toujours été despotisme.*» A la même époque, un autre manuel évoque le Maroc en ces termes : «*Voilà des mœurs bien patriarcales, mais qu'on ne s'y fie pas ; ces gens-là sont le peuple le plus turbulent, le plus audacieux, le plus emporté, le plus voleur qui se puisse voir.*» Le manuel de géographie, quant à lui, parle des «*Arabes, indolents et fatalistes (...)*»⁽⁴⁾.

3)– Il varie aussi en contenu selon les types de discours (savant, religieux, public). Voir J.-R. Henry et F. Frégosi, «Variations françaises sur l'islam», in Bruno Etienne (sous la direction de), *L'Islam en France*, Paris, CNRS Editions, 1990.

4)– Voir la thèse de D. Maingueneau, *Les Livres d'école de la République, 1870-1914. Discours et idéologie*. Paris, Le Sycomore, 1979 (citations : p. 214, 227 et 203). L'auteur se base sur les manuels de métropole, ceux destinés à l'usage interne des colonies sont plus nuancés dans leur présentation des peuples et de leurs mœurs.

LE SONDAGE, UN BIAIS DE PERPÉTUATION DES PRÉJUGÉS

Le sondage IFOP-*Le Monde*, publié par ce même journal le 30 novembre 1989, au lendemain de la première affaire de foulards au collège de Creil, dans l'Oise, met en lumière la manière dont le stéréotype perdure.

Quel mot est «*celui qui correspond le mieux pour vous à l'islam*», était-il demandé à un échantillon aléatoire d'un millier de personnes : paix ou violence ? Progrès ou retour en arrière ? Protection de la femme ou soumission de la femme ? Tolérance ou fanatisme ? A chaque fois, ce sont entre 60 % et 75 % des répondants qui ont désigné la réponse dévalorisante, ce choix s'inversant quand les questions étaient posées à un échantillon de personnes d'origine maghrébine. Sur des questions engageant davantage un compromis pratique, telles que «*édification de mosquées lorsque les croyants musulmans le demandent*», «*service de menus respectant les interdits alimentaires de l'islam dans les cantines scolaires si les parents concernés le demandent*», les distributions étaient plus équilibrées, mais toujours nettement plus défavorables aux musulmans que ne le voudrait un traitement équitable ou aléatoire de l'islam et des musulmans. Or, ces questions ne mesuraient rien d'autre qu'une intensité de stéréotype, par un instrument dont la construction suivait de près le stéréotype colonial.

Pourtant, la représentation négative de l'islam, qui prévaut aujourd'hui dans l'opinion publique française, n'est pas dans une relation de simple continuité avec le stéréotype de la fin du siècle dernier. On pense toujours despotisme et soumission de la femme, étrangeté ou extranéité, religion envahissante, mais plus tellement indolence ni fatalisme : ce sont les figures du différend et du danger qui sont mises en exergue.

Si la caractérologie coloniale, telle qu'elle apparaît dans les manuels scolaires de la III^e République, est passée de mode, le stéréotype lui-même n'a pas disparu. A l'occasion d'une affaire d'exclusion scolaire d'écolières portant le foulard, un tribunal administratif qualifiait récem-

ment celui-ci en ces termes : « *Un signe d'identification marquant l'appartenance à une obédience religieuse extrémiste d'origine étrangère (...). Cette obédience, qui a des visées internationales, se réclame d'une orientation particulièrement intolérante, refuse aux personnes du sexe féminin le bénéfice de l'égalité que leur reconnaissent les institutions démocratiques de la France, cherche à faire obstacle à l'intégration des Français et étrangers de confession musulmane à la culture française en s'opposant au respect de la laïcité, et prône la prééminence des règles religieuses dont elle se fait la zélatrice sur le droit français au profit du triomphe espéré d'institutions nouvelles subordonnant à la religion la conduite des affaires de l'Etat et la vie des citoyens*⁽⁵⁾. » Obédience d'origine étrangère, obstacle à l'intégration, menace contre la culture française et le droit français, respect de la laïcité : contrairement à ce qu'on pourrait penser de prime abord, c'est un tableau contemporain. Ce n'est ni en ces termes ni avec ces soucis que l'on décriait typiquement l'islam à l'époque coloniale.

RÉCURRENCE DU STÉRÉOTYPAGE, PRODUCTEUR DE FRONTIÈRES, D'OPPOSITIONS SYMBOLIQUES

On voit, dans les manuels de la III^e République évoqués plus haut, une hiérarchie pseudo-savante des « races » et des peuples non européens qui n'est pas celle de la stigmatisation sociale d'aujourd'hui. Elle plaçait les Noirs au plus bas, les Berbères et les Maures au sommet – séparés des Européens par certains traits moraux et politiques, mais proches par d'autres traits de civilisation. Aujourd'hui, les sondages, de même que les enquêtes annuelles de la Commission nationale consultative pour les droits de l'homme (CNCDDH), révèlent de façon stable un sentiment d'éloignement maximal à l'égard des Maghrébins, les jeunes Français d'origine maghrébine venant ensuite, puis les Tsiganes, tandis que les Noirs font partie des catégories les mieux perçues⁽⁶⁾.

Une autre discontinuité majeure, et la plus éclatante, réside dans la représentation du brassage des populations et les incertitudes qui s'y associent. Une moitié des répondants déclarent qu'ils ne seraient « *pas hostiles à ce qu'un de leurs proches parents (frère, sœur, enfant) épouse une personne d'origine musulmane* » (sondage 1989, IFOP-*Le Monde*), ce qui était impensable sous la colonisation, où l'imaginaire de l'union interethnique était violemment transgressif (l'imaginaire était en l'occurrence plus rigide que la pratique)⁽⁷⁾. Mais la même proportion adhère à l'idée que, dans l'avenir, « *les différents groupes vivront ensemble, mais [qu'] il y aura des tensions entre eux* », et plus du tiers pensent que « *les différents groupes vivront séparés mais [qu'] il y aura des tensions et des crises* », chiffre en augmentation sur cinq

5)– T. A. de Clermont-Ferrand, 6 avril 1995, affaire Nadéran (l'arrêt annule l'exclusion pour une raison de vice de procédure, ce qui supprime l'intérêt pour les parents de faire appel).

6)– Voir D. Gaxie, L. Blondiaux, B. Gaiti et alii, *Rapport sur l'analyse secondaire des enquêtes d'opinion relatives à l'immigration et à la présence étrangère en France*, université Paris-I, décembre 1995.

7)– Voir par exemple H. Gourdon, J.-R. Henry et F. Lorcerie, « Roman colonial et idéologie coloniale en Algérie », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, numéro spécial, vol. XI, n° 1, mars 1974.

ans (enquête 1995 de la CNCDDH). Le clivage est désormais perçu comme interne à la société nationale, la tranquille assurance du centenaire de la conquête de l'Algérie de 1930 n'est plus du tout de mise.

En bref, s'il y a sur un siècle, et même plus en réalité, récurrence d'une sorte de noyau central du stéréotype de l'altérité africaine ou musulmane, il y a aussi en permanence modulation de ses investissements, élaboration et réélaboration de ses figures en fonction des enjeux sociaux et politiques du moment. Ce qui demeure constant, ce n'est pas le stéréotype, mais le stéréotypage, en tant que production de frontières et d'oppositions symboliques⁽⁸⁾. Il y a même eu, dans l'histoire coloniale de la France, des temps où l'altérité musulmane a été valorisée : ce fut le cas au milieu du XIX^e siècle après

la défaite d'Abdelkader, puis au moment de la politique du Royaume arabe de Napoléon III, poursuivie par celle des Bureaux arabes⁽⁹⁾. Autre moment de retournement symbolique, la Première Guerre mondiale et ses lendemains, quand la reconnaissance – tant politique que populaire – à l'égard des tirailleurs marocains, algériens, tunisiens, sénégalais motiva la fondation de la Mosquée de Paris.

LA PUISSANCE DES IMAGES GUERRIÈRES, D'UNE MÉMOIRE REFOULÉE

Comment expliquer la force actuelle du stéréotypage néocolonial, et ses contenus particuliers ? La première voie de réponse qui se présente est la guerre.

Albert Memmi a dit que la relation coloniale enchaînait l'un à l'autre le colonisateur et le colonisé, dans une espèce de dépendance implacable. Mais c'était une relation. Il y a, en France, une mémoire vive de sa rupture sanglante, même si celle-ci a été suivie d'une politique



Il y a même eu des temps où l'altérité musulmane a été valorisée (affiche pour les croisières Paquet, édition 1935, rééditée jusqu'en 1942 sous la forme d'affiches ou d'encarts publicitaires).
© Coll. Achac

8)– Voir F. Barth, «Les groupes ethniques et leurs frontières», in P. Poutignat et J. Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*. Paris, PUF, 1995, p. 205-250.

9)– J.-L. Amselle en tire argument pour sa thèse concernant la «régénération assimilatrice», ce en quoi consisterait, sur la longue durée, la pratique française de la rencontre avec l'Autre. Voir J.-L. Amselle, *Vers un multiculturalisme français. L'empire de la coutume*. Paris, Aubier, 1996.

de réconciliation par la «coopération». Rapatriés, «indigènes musulmans» évacués, appelés du contingent, rejoints par les immigrés et à présent par des intellectuels contraints à l'exil, combien sont-ils aujourd'hui à avoir vécu directement la perte absurde (pour les uns) ou la reconquête inouïe (pour les autres) du pays ? 8 % à 10 % de la population peut-être. La démographie n'explique pas les dynamiques en œuvre, mais le chiffre est considérable. Or, trente-cinq ans après la fin de la guerre d'Algérie, ce bouleversement fondateur pour l'histoire contemporaine de la France (ses institutions, son identité) n'a toujours pas été converti en Histoire, en connaissance froide – ni d'un côté ni de l'autre – bien que des historiens y travaillent.

Il est difficile de savoir jusqu'à quel point l'ethnisation sournoise des relations sociales, que les sociologues décèlent dans divers compartiments de la vie sociale, procède de cette mémoire refoulée, mais elle y trouve ses catégories. Les Arabes, les Français : les enfants de nos écoles, nés plus de vingt-cinq ans après et ignorant à peu près tout de l'histoire récente, se démarquent les uns des autres comme avant⁽¹⁰⁾. Les oppositions d'usage banal immigrés/Français ou immigration/Europe perpétuent cette polarisation en l'euphémisant.

Mais le stéréotypage actuel des immigrés, on l'a vu, recourt aussi à des images guerrières d'un autre temps : celui des conquêtes médiévales au nom de la religion (croisades, conquête musulmane du sud de l'Europe et esprit de *Reconquista*). Inutile de souligner à quel point cet imaginaire, abondamment mobilisé entre autres par les hommes politiques, s'enracine dans l'actualité immédiate. Il duplique en quelque sorte, en l'inversant, l'imaginaire qui s'énonce dans les pays de la couronne sud de la Méditerranée, où la manipulation politique de l'islam est devenue en pratique la seule façon de se démarquer symboliquement de l'Occident, après l'effondrement du bloc soviétique et l'intégration dans l'espace économique-normatif de l'Occident. Tous les acteurs politiques majeurs de ces pays y recourent, les uns légalistes (notamment les pouvoirs en place), les autres depuis l'opposition. «*Etre, c'est être autre*», disait Socrate. De fait, l'islam est aujourd'hui mobilisé comme marqueur d'identité contraire, aussi bien au sud qu'au nord de la Méditerranée, celle-ci étant saisie comme la frontière identitaire de l'Europe⁽¹¹⁾.

L'IMPACT D'UNE CRISE POLITIQUE PROFONDE

Il existe aussi des raisons structurales internes pour qu'il en soit ainsi dans le jeu politique français : la France affronte actuellement une crise politique profonde. Crise économique et bouleversement du rapport au travail, inquiétudes de toutes sortes associées au pressen-

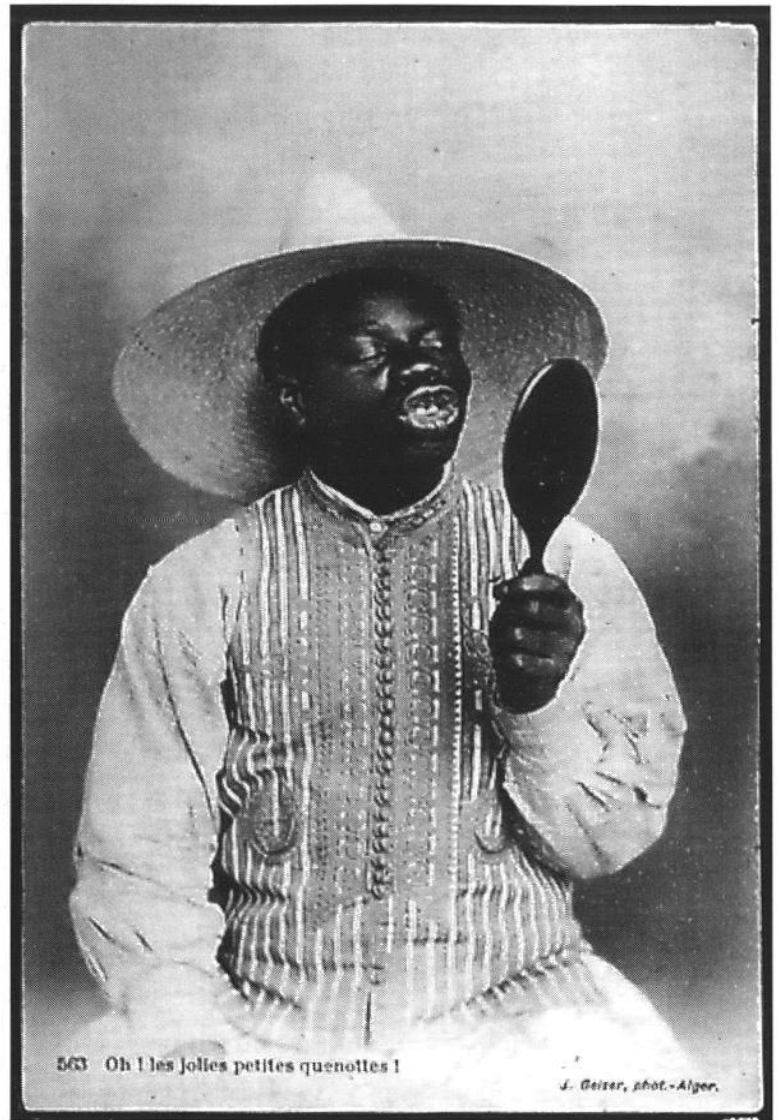
10)– Même dans l'espace réputé protégé des écoles : voir Eric Debarbieux, «Violence et ethnisation dans l'école française», in «A l'école de la République», *H&M*, n° 1201, septembre 1996.

11)– Voir Jean-Robert Henry, «La Méditerranée : nouvelle frontière européenne», in «Identité Identités», hors série n° 15, *Sciences humaines*, décembre 1996-janvier 1997.

timent des changements que la poursuite de l'intégration européenne induira nécessairement dans les institutions, manque aussi peut-être d'un homme politique d'envergure qui soit capable de projeter le pays ou le continent vers l'avenir ; tout cela favorise une logique du bouc émissaire, dont le vote d'extrême droite est l'expression électorale la plus nette. Il est possible que ce type de fonctionnement puisse d'autant plus être activé à l'encontre des immigrés qu'il a déjà été vécu envers les juifs, lors de l'occupation nazie, sans avoir été ensuite suffisamment délégitimé. Les données disponibles tendent en tout cas à montrer que la xénophobie à l'égard des immigrés a précédé de beaucoup l'essor du Front national, lequel s'est accompli lorsque les partis de la droite classique, battus aux présidentielles de

1981, se sont mis à jouer eux-mêmes de l'incrimination des immigrés pour attaquer la gauche au pouvoir, lors des municipales de 1983 – à la façon d'apprentis sorciers. A partir de ce moment, la crise aidant et la cohabitation concourant à saper la crédibilité des partis de droite comme de gauche, l'opinion publique se serait engouffrée dans un nationalisme populiste marqué par la diabolisation de l'immigration⁽¹²⁾.

Autre élément au dossier, le phénomène beur et la réponse symbolique qu'il a induite. C'est à la même époque, en liaison avec la montée de la xénophobie, que le phénomène beur émerge dans l'espace public, avec ses revendications propres comme le droit à la différence d'abord, puis le droit à la ressemblance. Les marches de 1983 et 1984 ne déboucheront pas sur la structuration nationale d'un nouveau mouvement social, et elles n'auront guère d'effets politiques directs. Mais les beurs sont porteurs d'une sorte de quête paradoxale dans les institutions politiques françaises : une protestation d'universalisme, identifiable à un groupe ethnique. Dans le contexte des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, leur action va déclencher une réponse politico-intel-



L'ancienne hiérarchie pseudo-savante des "races" n'est pas nécessairement l'actuelle stigmatisation sociale : aujourd'hui, les Africains sont mieux perçus que les Maghrébins ou les Tsiganes (carte postale de J. Geiser, vers 1905).

12)– Le débat sur les raisons du vote Front national a été relancé récemment par une étude de Pierre Martin (résumée dans *Le Monde*, 10-11 novembre 1996). Il observe que la France partage avec la Belgique et l'Autriche une forte montée de l'extrême droite. Or, ces trois pays ont en commun d'avoir développé «une collaboration administrative officielle avec le nazisme» pendant l'Occupation, tandis qu'on y a produit, après la guerre, «un discours selon lequel toute la responsabilité de la politique raciste reposait sur les autorités allemandes». Ce qui

explique que « *le système du bouc émissaire a pu être réactivé contre les travailleurs immigrés au début des années quatre-vingt* ». Sur la base de travaux comparatifs et d'enquêtes électorales, Nonna Mayer objecte que les causes immédiates du lepénisme se trouvent néanmoins dans le « *brouillage des repères politiques* » et la déception du socialisme (*Le Monde*, 29 novembre 1996).

13)– Sur cette tradition intellectuelle française, l'étude de Tzvetan Todorov n'a pas vieilli : *Nous et les Autres. La réflexion française sur la diversité humaine*. Paris, Seuil, 1989.



*La représentation négative
de l'islam
dans l'opinion publique française
a évolué vis-à-vis
du stéréotype colonial :
l'indolence et le fatalisme
ont fait place aux figures
du différend et du danger*

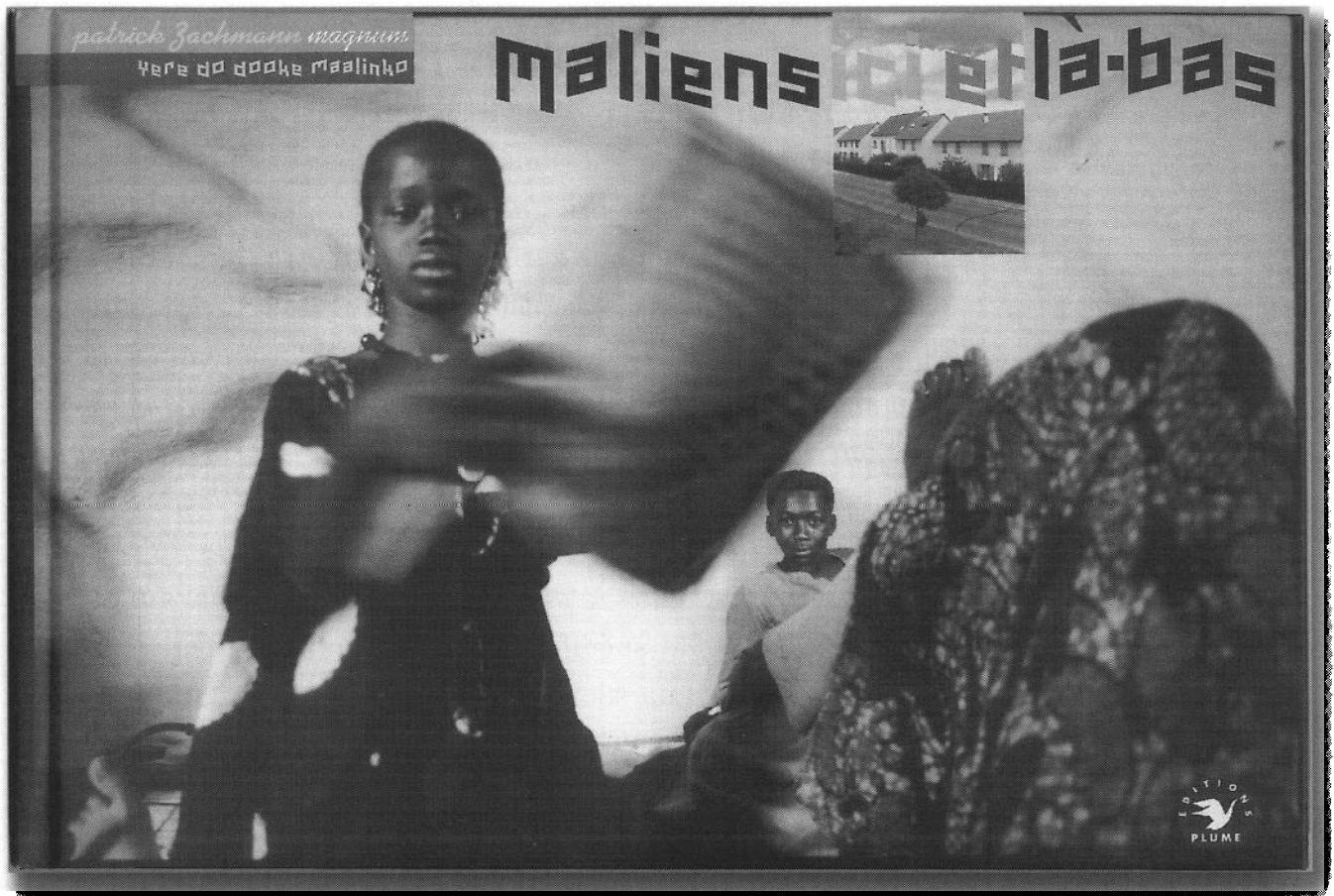
lectuelle de type réarmement moral autour du modèle français.

Louis Dumont ouvre la voie, dès 1983, avec ses *Essais sur l'individualisme*. Beaucoup d'autres essais suivront, qui se prévaudront de la méthodologie de l'idéal-type weberien tout en illustrant, chacun à sa façon, le célèbre « *la France est une religion* », de Michélet. Alors que l'Acte unique européen vient d'être signé (1986), précédant le traité de Maastricht (1991), ces intellectuels politisent leurs options et affichent des positions antieuropéennes, notamment antiallemandes, et antiaméricaines : « *Le modèle français n'intègre que des individus* » ; « *Le modèle anglo-saxon est communautariste, le modèle allemand est différencialiste, le modèle français universaliste* » ; « *La laïcité française exige que les religions soient cantonnées dans le privé...* » Ils recodifient ce qui est supposé caractériser la spécificité de la formule française concernant la relation de la société à l'Etat : stéréotypage des oppositions public/privé, société/communauté, individualisme/communautarisme, république/démocratie, imaginaire de l'intégration bloqué sur l'assimilation, haine de l'idée de différence, imaginaire de l'école républicaine agressé du dedans et du dehors, etc. Les péripéties de la question des foulards sont révélatrices de l'articulation qu'ils opèrent entre élaboration intellectuelle et appel à l'Etat, dans la visée d'une revitalisation du jacobinisme⁽¹³⁾.

L'OUVERTURE VERS UN IMAGINAIRE INTERCULTUREL

Mémoire coloniale refoulée, clivage Nord-Sud, disposition xénophobe instrumentalisée dans le jeu politicien, recodification du « modèle français », toutes ces logiques interfèrent et se renforcent mutuellement dans le stéréotypage néocolonial de l'immigration. Et l'on n'entend guère les voix qui le récuse explicitement : celles des sociologues et politologues pour qui l'immigré est une figure centrale de la démocratie post-moderne,

comme le dit Alain Touraine, celles des défenseurs d'une nouvelle acception de la laïcité (comme la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, ou les sensibilités religieuses), auxquels pourtant la jurisprudence du Conseil d'Etat donne raison juridiquement, celles, en bref, des tenants d'une autre politique de l'intégration. Il



est vrai qu'ils ne constituent en rien un groupe d'opinion.

Pourtant, Didier Van Cauwelaert a obtenu le prix Goncourt en 1994 avec *Un aller simple*, roman de la labilité identitaire dans l'espace franco-maghrébin, où l'on voit Ali, fils de personne, recueilli par des Gitans, expulsé au Maroc, son supposé pays d'origine, et finissant par prendre gîte en Lorraine, dans la maison d'enfance du fonctionnaire du Quai d'Orsay qui avait été chargé de l'aider à s'insérer au Maroc... Daniel Pennac bat

les records de vente avec les histoires de sa tribu belleilloise, au même titre que Jean-Claude Izzo, dans le genre polar. Smaïn ou MC Solaar sont des vedettes nationales, Khaled chante Jean-Jacques Goldman. Des romans, des récits, des films, des chansons, nourrissent aujourd'hui un imaginaire de l'interculturalisme et du «vivre ensemble avec nos différences», quand le débat politique le stigmatise. Comme si, entre pratiques sociales et discours politiques, entre imaginaire personnel et imaginaire collectif, les Français vivaient dans des registres multiples.

Il existe des voix qui récusent le stéréotypage néocolonial de l'immigré (*Maliens ici et là-bas*, éd. Plume, 1997. Photographies de Patrick Zachmann).



*Trente-cinq ans après
la fin de la guerre d'Algérie,
ce bouleversement.
fondateur pour l'histoire contemporaine
de la France
n'a toujours pas été converti
en histoire, en connaissance froide,
ni d'un côté ni de l'autre*

